

Alimentation : le numérique sert-il la transition ?

Le numérique contribue-t-il à développer une alimentation locale, saine et durable dans l'Eurométropole et le Bas-Rhin ? Une journée ouverte au public présentera ce vendredi sur le campus de l'Esplanade le bilan d'un an et demi de recherche et de sciences participatives.

« L'alimentation est un sujet qui par excellence entre dans les sciences participatives, puisqu'il intéresse tout le monde », affirme Élisabeth Lambert, directrice de recherches au CNRS, chargée du projet NA'Stras, « le numérique au service de l'alimentation saine et durable à Strasbourg et dans le Bas-Rhin ».

C'est le résultat d'un an et demi de recherches sur ce thème, avec contribution de citoyens, professionnels et insti-

tutionnels, qui va être exploré et mis en débat, ce vendredi 10 février au collège doctoral européen. N'importe qui peut y participer, physiquement ou à distance, pour tout ou partie de la journée (sur inscription).

Une demande de plus en plus forte pour le local

Après les confinements, pendant lesquels les producteurs locaux ont investi internet comme ils pouvaient pour vendre le fruit de leur travail, s'est posée la question de la place du numérique dans la transition alimentaire. Parallèlement, la demande des consommateurs pour une nourriture plus locale grandit, expose l'universitaire, qui travaille au laboratoire Sage (Sociétés, Acteurs, Gouvernement en Europe).

« La mairie de Strasbourg ayant rédigé un projet alimentaire territorial (PAT), ça figure



Élisabeth Lambert est directrice de recherches au CNRS et responsable du projet NA'Stras : le numérique au service de l'alimentation saine et durable à Strasbourg et dans le Bas-Rhin, dont les travaux seront présentés vendredi au public.

Document remis

dans ses priorités. L'Eurométropole a ratifié la charte de Milan, ce qui oblige de mettre à disposition des maraîchers plus de terre et d'augmenter les circuits courts », retrace-t-elle

encore. Bio Grand Est et la Chambre de consommation d'Alsace ont développé de leur côté un site internet, et la Chambre d'agriculture propose des formations sur le numé-

rique à destination des producteurs qui peinent à trouver leur public.

Observés en train de naviguer sur le net

Tous ces acteurs ont nourri le projet de recherches, cofinancé par la direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Draaf) au titre du plan de relance. 850 habitants ont répondu à des questions sur leur approvisionnement, 20 producteurs ont fait l'objet d'entretiens, et cinq opérateurs du numérique. Parallèlement, 30 citoyens ont été observés en train de faire des recherches ou des courses locales en ligne.

Pour en parler ce vendredi, les deux post-doctorants qui ont exploré ces questions, Jan Smolinski et Quentin Chance, montreront qu'un facteur très mis en avant dans les dispositifs numériques est le « local »,

avec des leviers et des obstacles pour les usagers. Côté producteurs, ils dessineront les défis et les effets de la digitalisation qui génère peu de vente en ligne, mais sert de repérage, les clients locavores préférant la rencontre physique. À 16 h 15, une table ronde réunira de nombreux acteurs, notamment de l'EMS, pour se demander quelle responsabilité porter dans l'accompagnement de cette transition numérique et alimentaire.

Vendredi 10 février, de 9 h à 18 h, au Collège doctoral européen, 46 boulevard de la Victoire à Strasbourg : Transition numérique et transition alimentaire, illustrations à l'échelle bas-rhinoise. Entrée libre mais sur inscription, tout comme la participation en ligne, sur numali.unistra.fr. Programme détaillé en ligne